



## Tendances conjoncturelles

2<sup>e</sup> trimestre 2016

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

#### L'activité économique reste bien orientée au deuxième trimestre 2016

Au deuxième trimestre, l'activité économique sur le Territoire demeure sous de bons auspices. Dans un contexte de baisse des prix et de maintien de l'emploi, la consommation des ménages enregistre une nouvelle hausse sur le trimestre. Cette dernière est également soutenue par le système bancaire, au travers des crédits à la consommation. Le commerce reste le secteur le plus dynamique du Territoire, sans changement notable. Le secteur du BTP maintient quant à lui un niveau d'activité restreint.

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### CONJONCTURE RÉGIONALE : L'IMPACT LIMITÉ DU BREXIT

À la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2016, l'onde de choc du « Brexit » a secoué les marchés financiers occidentaux et s'est propagée vers la zone Asie Pacifique. À court terme, des mouvements de grande amplitude ont été observés. Le yen, considéré comme valeur refuge, s'est renforcé face à la plupart des devises.

Selon les données préliminaires du gouvernement, le PIB du **Japon** a stagné au deuxième trimestre, marqué par le repli des investissements des entreprises (-0,4 %) et la contribution négative du commerce extérieur. En effet, l'appréciation du yen a pesé sur les exportations japonaises (-1,5 %). En rythme annualisé, la croissance japonaise s'établit à seulement 0,2 %, mais pourrait être stimulée par le nouveau plan de relance budgétaire du gouvernement Abe, doté de 28 000 milliards de yens, soit environ 250 milliards d'euros.

La croissance économique de la **Chine** s'élève à 1,8 % au deuxième trimestre 2016, après 1,1 % au trimestre précédent. Sur un an, le PIB progresse de 6,7 %, comme au premier trimestre 2016. Une politique monétaire plus accommodante et des mesures de relance budgétaire, notamment des investissements publics dans les infrastructures, dans un contexte de réformes structurelles visant à réduire les surcapacités de production dans le secteur manufacturier, ont permis d'amorcer un atterrissage en douceur de l'économie. Cependant, l'essoufflement de l'investissement privé et la baisse des exportations (-3,8 % en glissement annuel) restent des facteurs de risque d'un ralentissement plus prononcé. La croissance économique chinoise devrait s'établir 6,6 % en 2016 selon le FMI.

En **Australie**, l'activité économique s'est accélérée au premier trimestre 2016 (+1,1 %, après +0,7 %), portée par les exportations (+4,4 %) et une demande intérieure dynamique. Dans un contexte de faible inflation (+0,4 %, après -0,2 au premier trimestre), la Banque Centrale australienne (RBA) a abaissé en août son principal taux directeur, le *cash rate*, à 1,5 % (-0,25 point).

En **Nouvelle-Zélande**, le PIB a crû de 0,7 % au premier trimestre 2016, après +0,9 % au dernier trimestre 2015, soutenu sur le plan interne par la construction (+4,9 %) et le tourisme. La consommation des ménages a été stimulée par l'immigration, tandis que l'investissement des entreprises est encouragé par une politique monétaire toujours accommodante. Le marché du travail demeure favorable, avec un taux de chômage stable (5,1 % au deuxième trimestre 2016 contre 5,2 % au précédent) et l'évolution des prix à la consommation est contenue (+0,4 %). En revanche, le haut niveau du dollar néo-zélandais grève les secteurs exportateurs, particulièrement le secteur laitier, déjà affecté par la faiblesse des prix de ses produits. En août, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a abaissé son taux principal directeur, l'*official cash rate* (OCR) à 2 % (-0,25 point).

## Nouveau recul de l'indice des prix à la consommation

Au 30 juin 2016, le Territoire enregistre une légère baisse des prix à la consommation par rapport au premier trimestre (-0,4 % après -2,1 % au trimestre précédent). La forte diminution des prix de l'énergie (-5,0 %) explique principalement cette évolution. Les prix des produits alimentaires et des services progressent légèrement sur trois mois (+0,5 %) tandis que ceux des produits manufacturés restent stables (+0,1 %).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation recule pour le deuxième trimestre consécutif (-1,5 %), conséquence des fortes diminutions des prix des services (-5,3 %) et de l'énergie (-5,1 %). Les prix des produits manufacturés et des produits alimentaires ont à l'inverse augmenté, respectivement de 1,9 % et 1,2 %.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



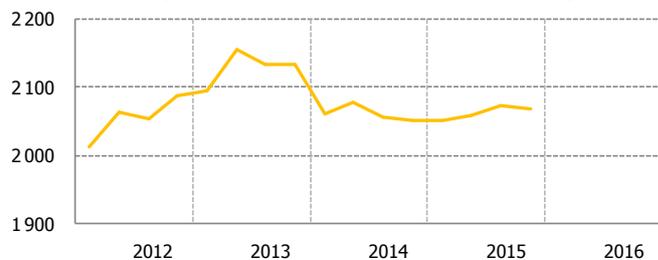
Source : STSEE, données trimestrielles

## Stabilité de l'emploi salarié

À fin décembre 2015, le Territoire compte 2 067 salariés déclarés localement à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF). L'emploi total déclaré reste stable par rapport à fin septembre 2015 (-6 salariés déclarés).

Sur un an, l'emploi local est en légère progression (+0,8 % soit +16 salariés déclarés sur la période). Cette évolution s'observe aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé (respectivement +11 et +5 salariés déclarés). La répartition des effectifs entre secteur public et privé demeure inchangée (respectivement 61 % et 39 % des effectifs totaux déclarés).

Emploi total déclaré localement (nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



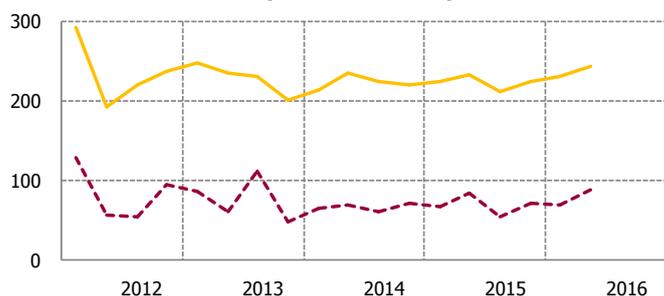
Source : CPSWF

## La consommation des ménages reste bien orientée

Les importations de biens de consommation augmentent de 5,1 % (CVS) par rapport au premier trimestre 2016 et progressent de 6,0 % en glissement annuel. Les importations d'articles d'habillement et de biens d'équipement du foyer progressent également, en glissement trimestriel (respectivement de 6,6 % et 27,5 %, CVS) et en glissement annuel (respectivement de 29,0 % et 9,1 %). Après avoir fortement augmenté au premier trimestre (+27,4 % CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs baisse au deuxième trimestre 2016 (-22,5 %, CVS). Il reste toutefois bien orienté en glissement annuel (+16,7 %).

L'encours des crédits à la consommation augmente légèrement au cours du deuxième trimestre (+1,9 %). Ce dernier progresse de façon plus marquée en rythme annuel (+7,3 %) suite au renouvellement de crédits à la consommation arrivés à échéance au cours de l'année 2015.

Importations de biens de consommation (millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Au 30 juin 2016, 252 personnes physiques sont en interdiction bancaire sur le Territoire, contre 263 à fin mars. En rythme annuel, le nombre de personnes en interdiction bancaire recule de façon significative (-14,0 %, soit -41 personnes). Les incidents de paiement par chèque sont également en forte diminution, aussi bien sur le trimestre (-40,8 %) que sur l'année (-40,4 %).

## Recul de l'investissement des entreprises

Au deuxième trimestre 2016, les importations de biens d'équipement sont en progression de 20,8 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Elles reculent toutefois de 7,3 % en glissement annuel.

Sur un an, les importations de biens intermédiaires enregistrent une progression notable (+22,5 %).

Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs sont stables par rapport au dernier trimestre (-0,3 %, CVS) et en glissement annuel (+0,0 %).

Au cours du deuxième trimestre 2016, l'encours du financement bancaire de l'investissement des entreprises s'élève à 622 millions de F CFP (-10,5 % en rythme trimestriel). Sur un an, l'encours recule également (-14,9 %).

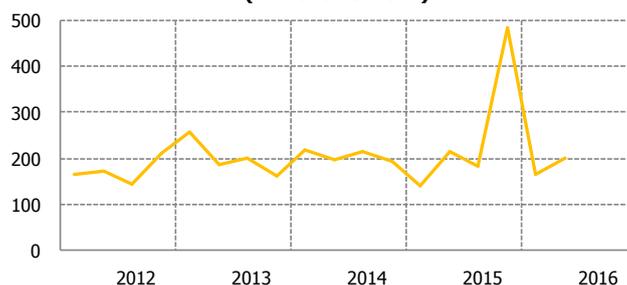
À fin juin 2016, 15 personnes morales sont en interdiction bancaire. Ce nombre reste stable par rapport au trimestre précédent.

## Hausse des importations

Au cours du deuxième trimestre 2016, les importations totales du Territoire ont progressé de 5,8 % (CVS) par rapport au premier trimestre. Les importations de biens d'équipement affichent la plus forte augmentation (+20,8 %, CVS). Les importations de biens de consommation sont également en hausse (+5,1 %, CVS).

Sur un an, les importations totales sont en légère progression (+0,5 %). Les importations de biens intermédiaires augmentent notablement (+22,5 %). Les importations de biens de consommation et celles des produits de l'industrie automobile sont également en hausse, respectivement de 6,0 % et 7,3 %.

Importations de biens d'équipement  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Un secteur du BTP atone

Le secteur du BTP reste peu dynamique. Les importations de ciment continuent de se replier en rythme trimestriel (-13,1 %, CVS) et en glissement annuel (-23,6 %). Aucun grand chantier public n'a par ailleurs débuté ce trimestre.

L'emploi dans le secteur du BTP se contracte. Au 31 décembre 2015, on dénombre 65 employés déclarés à la CPSWF dans le secteur du BTP, contre 72 à fin septembre 2015.

Importations de ciment  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## Maintien de l'activité commerciale

Corrigées des variations saisonnières, les importations de biens de consommation progressent de 5,1 % (CVS) sur le trimestre après +2,4 % (CVS) au premier trimestre 2016. Cette évolution à la hausse s'observe également en glissement annuel (+6,0 %). Globalement, l'activité du secteur du commerce reste bien orientée dans un contexte de baisse de prix et de progression de la consommation des ménages. Cette évolution est confirmée par les professionnels du secteur interrogés dans le cadre de l'enquête à dire d'experts : ces derniers font état d'une stabilité, voire d'une progression de leurs chiffres d'affaires.

## Stabilité de la fréquentation du Territoire

Au deuxième trimestre 2016, le nombre de passagers enregistrés au départ ou à l'arrivée de Wallis depuis/vers l'international est resté stable par rapport au premier trimestre (-0,1 %, CVS). En glissement annuel, la progression du nombre de passagers est de 4,2 %.

Le trafic aérien inter-îles affiche une légère baisse sur le trimestre (-4,2 %, CVS), mais progresse en glissement annuel (+12,8 %).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

### Incertitudes suite au résultat du référendum au Royaume-Uni

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est, selon le FMI, de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,2 % en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %).

Selon les chiffres publiés par l'Insee le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %.

Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à 0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,6 % en 2016.

Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI, Insee – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur et responsable de la publication : C. DORWLING-CARTER –

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : octobre 2016 - Dépôt légal : octobre 2016 - ISSN 1968-6277